

Quels leviers politiques pour réduire la consommation de viande ?

Richter, S., Muller, A., Stolze, M., Schneider, I., & Schader, C. 2023. Acceptance of meat reduction policies in Switzerland. *Iscience*, 26(3).

Des chercheurs évaluent l'acceptabilité sociale et politique de 37 mesures politiques visant la réduction de la consommation de viande de la population Suisse.

Pour réduire le poids environnemental de nos systèmes alimentaires, la réduction de la consommation des produits d'élevage est une avenue largement préconisée. Dans cette recherche, les auteurs ont testé 37 mesures informatives ou incitatives, réglementaires ou volontaires, visant à diminuer la consommation de viande en Suisse. Ces mesures ont été soumises à 23 organisations impliquées dans le système alimentaire pour qu'elles en évaluent l'acceptabilité.

L'un des constats premiers de l'étude est que, sans surprise, les mesures informatives et volontaires sont celles qui suscitent le moins de rejets de la part des parties prenantes. Ainsi, toutes les mesures visant l'information des consommateurs sur la saine alimentation sont bien accueillies, de même que celles reposant sur l'adoption volontaire de mesures favorisant le bien-être animal. Le retrait de mesures incitatives existantes, par exemple la suppression des subventions favorisant la production et la consommation de produits animaux, est aussi relativement populaire. À l'opposé, les mesures les moins populaires concernent des outils réglementaires ou économiques touchant de manière plus directe les consommateurs ou risquant d'entraîner des conséquences néfastes pour tel ou tel secteur de l'économie. Les mesures les plus rejetées seraient la limitation de l'offre de viande dans la restauration collective et l'imposition d'une limite sur la proportion de viande dans l'offre des détaillants. Suivent de près les mesures fiscales comme une augmentation de la taxe sur les produits animaux ou une exemption de taxes sur les produits végétaux. Des mesures semblent être polarisantes, soit générer une approbation et désapprobation plutôt symétriques. Parmi celles-ci, notons une hausse des tarifs douaniers sur l'importation d'animaux et de produits pour l'alimentation animale, le transfert de subventions versées aux productions animales vers les productions végétales et la promotion des légumineuses et autres sources de protéines végétales. Les mesures qui favoriseraient la distinction entre élevage industriel et élevage à l'herbe sont aussi diversement appréciées. Fait intéressant, lorsque des mesures apparaissent polarisantes, elles opposent souvent des types de parties prenantes, comme les instituts de recherche d'un côté et les industries de l'autre. Les chercheurs montrent aussi que des conditions initiales sont nécessaires pour qu'une mesure soit acceptée : pas d'imposition brutale et immédiate, négociation avec les parties prenantes.

Les enseignements

Au Canada, chaque habitant consomme près de 35 kg de viandes et poissons et plus de 20 douzaines d'œufs par année ([Statistique Canada, 2022](#)). Au Québec, les légumineuses constituaient, en 2015, seulement 3 % des portions de « viandes et substituts » consommées par les adultes de plus de 19 ans ([INSPQ, 2019](#)). Dans la perspective d'une diminution de la part des animaux d'élevage dans l'alimentation et l'agriculture québécoises, l'exemple suisse montre que l'investissement dans la recherche et dans l'éducation relative à l'alimentation, une interdiction de la publicité pour les produits animaux, et la mise en place de normes de bien-être animal plus strictes seraient des premiers pas pouvant bénéficier d'une assez forte acceptabilité sociale.

Rédaction

[Marilou Ethier](#), [Pascal Genest-Richard](#),
[Patrick Mundler](#)

Ce bulletin vous est offert avec le soutien du
ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de
l'Alimentation du Québec (MAPAQ)